REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

temo
Moselle Nord

TEMO- Territoires et mobilités Moselle Nord

Séance ordinaire du 10 février 2025 à 18h, après convocation légale

Sous la Présidence de M. DICK Rémy

Etaient présents :

HERFELD Marie-Laurence	BALCERZAK Roland	ANDRE René	JURCZAK Serge
HERGAT Michel	VEINNANT Bernard	BERTIN Emmanuel	RISSER Patrick
PHILIPPE Lionel	SCHULTZ Laurent	BAUR Denis	REBSTOCK Alexandra
BECKER Patrick	CORAZZA Jean-Luc	SCHITZ Denis	ZIEGLER Damien
DESTREMONT Gilles	HOLSENBURGER Alexandre	WEIS Mathieu	RECH Serge
LUCCHINI Marc	MELEO Guy	ROBINET David	BOURSON Jean-Jacques
GHAMO Joseph	CIMARELLI Daniel	GUERMANN Bernard	SCHNEIDER Brigitte
PAULY Elsa	ABDELLALI Moustapha	SEGURA Olivier	BRUSCO Stéphan
RENAUX Patricia	TACCONI Pierre	SCHIVRE Marc	PAQUET Michel
COLIN Jean-Marie	LORENTZ Maurice	FATTORELLI Viviane	KASPAR COTRUPI Angèle
LOUIS Jean-Charles	MERTZ Christian	POTIER Christine	ACKER Christine

Procurations :

POUGET Clémence	a donné procuration à	MELEO Guy
MENTION Fanny	a donné procuration à	CORAZZA Jean-Luc
SAUVAGE Cathy	a donné procuration à	TACCONI Pierre
POSTAL Olivier	a donné procuration à	ZIEGLER Damien
HATRI Aïcha	a donné procuration à	DICK Rémy
MATHIEU Bertrand	a donné procuration à	HERGAT Michel
LANGMAR Déborah	a donné procuration à	BAUR Denis
PAQUET Michel	a donné procuration à	BALCERZAK Roland point 4 (deuxième tour élection 11emeVP)
ZENNER Bernard	a donné procuration à	ACKER Christine
HARAU Guy	a donné procuration à	JURCZAK Serge
MEDVES Jean-François	a donné procuration à	REBSTOCK-PINNA Alexandra

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Absents excusés :

FERRERO Marc

Absents non excusés :

GRILLO Marie	ENGELMANN Fabien	DEISS Murielle	BEY Michèle
BARILLARO Jérémy	BERNARDI Alessandro	SCHUTZ Sylvie	DEUTSCH André
FRADELLA Cédric	SCHREIBER Roger	KORMANN Olivier	SCHUTZ Sylvie

La séance débute à 18h15

Point 1 :

Membres en exercice :	**58**
Présents :	**37**
Procurations :	**9**
Absents :	**12**

Installation de Mme POTIER et de MM. DESTREMONT, LOUIS, CIMARELLI, MERTZ, BERTIN, RISSER, BOURSON et HARAU.

A partir du Point 3 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**45**
Procurations :	**10**
Absents :	**12**

Pendant le point 4, à partir du deuxième tour de l'élection du 11ème Vice-Président :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

Point 6 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**42**
Procurations :	**10**
Absents :	**14**

Les élus de la commune d'Hettange-Grande ne prennent pas part au vote.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

A partie du point 7 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

La séance se termine à 19h57

Assistaient en outre les techniciens du TEMO :

GLESER Philippe, Directeur Général des Services
AUBURTIN-COLNOT Isabelle, Directrice Générale Adjointe des Services
LAMORLETTE Lisa, Directrice de Cabinet
SCHLIENGER Sylvaine, Responsable de projet PDM et Citézen
MAIRE Jocelyn, Chargé de Communication
MOUCHARD Margot, Responsable des Assemblées
GIORDANO Michaël, Assistant Réseau
NABE Kalil, Responsable Finances

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

POINT I-1 – DELIBERATION N°2024/I-46 – DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Vu l'article L.2541-6 du CGCT (Alsace-Moselle) : *« Lors de chacune de ses séances, le conseil municipal désigne son secrétaire »* ;

Vu l'article L.2121-15 du CGCT : *« Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations »* (par renvoi des dispositions du code, cette disposition s'applique également au comité syndical) ;

Conformément aux articles L.2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales pour le droit local et L.2121-15 pour les règles de droit commun, il est proposé à l'assemblée délibérante de désigner un secrétaire de séance.

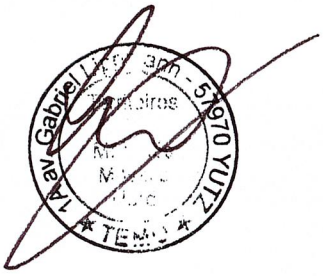
Il sera chargé de la rédaction des procès-verbaux et compte-rendu de la séance avec l'assistance des agents du SMiTU.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents, désigne M.TACCONI, délégué de Guénange, secrétaire de séance.

Pour extrait conforme,

A Yutz, le 11 février 2025

Le Président,
Rémy DICK



REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

TEMO- Territoires et mobilités Moselle Nord

Séance ordinaire du 10 février 2025 à 18h, après convocation légale

Sous la Présidence de M. DICK Rémy

Etaient présents **:**

HERFELD Marie-Laurence	BALCERZAK Roland	ANDRE René	JURCZAK Serge
HERGAT Michel	VEINNANT Bernard	BERTIN Emmanuel	RISSER Patrick
PHILIPPE Lionel	SCHULTZ Laurent	BAUR Denis	REBSTOCK Alexandra
BECKER Patrick	CORAZZA Jean-Luc	SCHITZ Denis	ZIEGLER Damien
DESTREMONT Gilles	HOLSENBURGER Alexandre	WEIS Mathieu	RECH Serge
LUCCHINI Marc	MELEO Guy	ROBINET David	BOURSON Jean-Jacques
GHAMO Joseph	CIMARELLI Daniel	GUERMANN Bernard	SCHNEIDER Brigitte
PAULY Elsa	ABDELLALI Moustapha	SEGURA Olivier	BRUSCO Stéphan
RENAUX Patricia	TACCONI Pierre	SCHIVRE Marc	PAQUET Michel
COLIN Jean-Marie	LORENTZ Maurice	FATTORELLI Viviane	KASPAR COTRUPI Angèle
LOUIS Jean-Charles	MERTZ Christian	POTIER Christine	ACKER Christine

Procurations **:**

POUGET Clémence	a donné procuration à	MELEO Guy
MENTION Fanny	a donné procuration à	CORAZZA Jean-Luc
SAUVAGE Cathy	a donné procuration à	TACCONI Pierre
POSTAL Olivier	a donné procuration à	ZIEGLER Damien
HATRI Aïcha	a donné procuration à	DICK Rémy
MATHIEU Bertrand	a donné procuration à	HERGAT Michel
LANGMAR Déborah	a donné procuration à	BAUR Denis
PAQUET Michel	a donné procuration à	BALCERZAK Roland point 4 (deuxième tour élection 11emeVP)
ZENNER Bernard	a donné procuration à	ACKER Christine
HARAU Guy	a donné procuration à	JURCZAK Serge
MEDVES Jean-François	a donné procuration à	REBSTOCK-PINNA Alexandra

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Absents excusés :

FERRERO Marc

Absents non excusés :

GRILLO Marie	ENGELMANN Fabien	DEISS Murielle	BEY Michèle
BARILLARO Jérémy	BERNARDI Alessandro	SCHUTZ Sylvie	DEUTSCH André
FRADELLA Cédric	SCHREIBER Roger	KORMANN Olivier	SCHUTZ Sylvie

La séance débute à 18h15

Point 1 :

Membres en exercice :	**58**
Présents :	**37**
Procurations :	**9**
Absents :	**12**

Installation de Mme POTIER et de MM. DESTREMONT, LOUIS, CIMARELLI, MERTZ, BERTIN, RISSER, BOURSON et HARAU.

A partir du Point 3 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**45**
Procurations :	**10**
Absents :	**12**

Pendant le point 4, à partir du deuxième tour de l'élection du 11ème Vice-Président :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

Point 6 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**42**
Procurations :	**10**
Absents :	**14**

Les élus de la commune d'Hettange-Grande ne prennent pas part au vote.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

A partie du point 7 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

La séance se termine à 19h57

Assistaient en outre les techniciens du TEMO :

GLESER Philippe, Directeur Général des Services
AUBURTIN-COLNOT Isabelle, Directrice Générale Adjointe des Services
LAMORLETTE Lisa, Directrice de Cabinet
SCHLIENGER Sylvaine, Responsable de projet PDM et Citézen
MAIRE Jocelyn, Chargé de Communication
MOUCHARD Margot, Responsable des Assemblées
GIORDANO Michaël, Assistant Réseau
NABE Kalil, Responsable Finances

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

POINT I-3 – DELIBERATION N°2025/I-48 - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU BUREAU SYNDICAL

Vu l'article L5211-10 du CGCT qui dispose que :

« Le Bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de Vice-Présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze Vice-Présidents. Pour les métropoles, le nombre de Vice-Présidents est fixé à vingt.

Toutefois, si l'application de la règle définie à l'alinéa précédent conduit à fixer à moins de quatre le nombre des Vice-Présidents, ce nombre peut être porté à quatre.

L'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des deuxième et troisième alinéas, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze ou, s'il s'agit d'une métropole, de vingt. Dans ce cas, les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 5211-12 sont applicables.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant. »

Vu l'article 4 des statuts du Syndicat qui dispose que :

« Le Comité Syndical élit en son sein un Bureau composé d'un Président et de Vice-Présidents dont le nombre est contenu dans la limite légale, et éventuellement de membres. » ;

Considérant que le nombre de Vice-Présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze Vice-Présidents. Pour les métropoles, le nombre de Vice-Présidents est fixé à vingt.

Considérant que le nombre maximum de Vice-Présidents est de 14.

Considérant qu'il convient de modifier le nombre de Vice-Présidents ;

Sous la Présidence du Président M. Rémy DICK, il est proposé au Comité Syndical :

- de créer 2 postes de Vice-Présidents supplémentaires, portant à 11 le nombre de Vice-Présidents

Le Bureau Syndical en date du 21 janvier 2025 a donné un avis favorable.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents, décide :

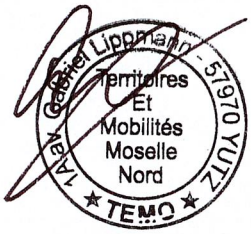
- de créer 2 postes de Vice-Présidents supplémentaires, portant à 11 le nombre de Vice-Présidents

Pour extrait conforme,

A Yutz, le 11 février 2025

Le Président,

Rémy DICK



REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

temo
Moselle Nord

TEMO- Territoires et mobilités Moselle Nord

Séance ordinaire du 10 février 2025 à 18h, après convocation légale

Sous la Présidence de M. DICK Rémy

Etaient présents **:**

HERFELD Marie-Laurence	BALCERZAK Roland	ANDRE René	JURCZAK Serge
HERGAT Michel	VEINNANT Bernard	BERTIN Emmanuel	RISSER Patrick
PHILIPPE Lionel	SCHULTZ Laurent	BAUR Denis	REBSTOCK Alexandra
BECKER Patrick	CORAZZA Jean-Luc	SCHITZ Denis	ZIEGLER Damien
DESTREMONT Gilles	HOLSENBURGER Alexandre	WEIS Mathieu	RECH Serge
LUCCHINI Marc	MELEO Guy	ROBINET David	BOURSON Jean-Jacques
GHAMO Joseph	CIMARELLI Daniel	GUERMANN Bernard	SCHNEIDER Brigitte
PAULY Elsa	ABDELLALI Moustapha	SEGURA Olivier	BRUSCO Stéphan
RENAUX Patricia	TACCONI Pierre	SCHIVRE Marc	PAQUET Michel
COLIN Jean-Marie	LORENTZ Maurice	FATTORELLI Viviane	KASPAR COTRUPI Angèle
LOUIS Jean-Charles	MERTZ Christian	POTIER Christine	ACKER Christine

Procurations **:**

POUGET Clémence	a donné procuration à	MELEO Guy
MENTION Fanny	a donné procuration à	CORAZZA Jean-Luc
SAUVAGE Cathy	a donné procuration à	TACCONI Pierre
POSTAL Olivier	a donné procuration à	ZIEGLER Damien
HATRI Aïcha	a donné procuration à	DICK Rémy
MATHIEU Bertrand	a donné procuration à	HERGAT Michel
LANGMAR Déborah	a donné procuration à	BAUR Denis
PAQUET Michel	a donné procuration à	BALCERZAK Roland point 4 (deuxième tour élection 11emeVP)
ZENNER Bernard	a donné procuration à	ACKER Christine
HARAU Guy	a donné procuration à	JURCZAK Serge
MEDVES Jean-François	a donné procuration à	REBSTOCK-PINNA Alexandra

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Absents excusés :

FERRERO Marc

Absents non excusés :

GRILLO Marie	ENGELMANN Fabien	DEISS Murielle	BEY Michèle
BARILLARO Jérémy	BERNARDI Alessandro	SCHUTZ Sylvie	DEUTSCH André
FRADELLA Cédric	SCHREIBER Roger	KORMANN Olivier	SCHUTZ Sylvie

La séance débute à 18h15

Point 1 :

Membres en exercice :	**58**
Présents :	**37**
Procurations :	**9**
Absents :	**12**

Installation de Mme POTIER et de MM. DESTREMONT, LOUIS, CIMARELLI, MERTZ, BERTIN, RISSER, BOURSON et HARAU.

A partir du Point 3 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**45**
Procurations :	**10**
Absents :	**12**

Pendant le point 4, à partir du deuxième tour de l'élection du 11ème Vice-Président :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

Point 6 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**42**
Procurations :	**10**
Absents :	**14**

Les élus de la commune d'Hettange-Grande ne prennent pas part au vote.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

A partie du point 7 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

La séance se termine à 19h57

Assistaient en outre les techniciens du TEMO :

GLESER Philippe, Directeur Général des Services
AUBURTIN-COLNOT Isabelle, Directrice Générale Adjointe des Services
LAMORLETTE Lisa, Directrice de Cabinet
SCHLIENGER Sylvaine, Responsable de projet PDM et Citézen
MAIRE Jocelyn, Chargé de Communication
MOUCHARD Margot, Responsable des Assemblées
GIORDANO Michaël, Assistant Réseau
NABE Kalil, Responsable Finances

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

POINT I-4 –DELIBERATION N°2025/I-49 - ELECTION DE DEUX NOUVEAUX VICE-PRESIDENTS AU BUREAU SYNDICAL

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5711-1 ; L5211-2 ; L5211-10 ; L2122-4 ; L2122-7 et L2122-7-1 ;

Considérant qu'il convient de procéder à l'élection de deux nouveaux Vice-Présidents au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du Comité Syndical ;

Considérant que si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative et qu'en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

Considérant qu'il doit être procédé de manière successive à l'élection de chacun des membres du bureau au scrutin uninominal à trois tours et qu'il est exclu de pouvoir recourir au scrutin de liste ;

Considérant que le Président de TEMO est Président de droit du Bureau Syndical ;

Considérant que conformément à la précédente délibération, il convient d'élire 2 Vice- Présidents supplémentaires ;

Le Comité Syndical est invité à procéder à l'élection des dixième et onzième Vice-Présidents au scrutin uninominal à bulletin secret.

Le Bureau Syndical en date du 21 janvier 2025 a donné un avis favorable.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Le Président lance un appel à candidature pour le poste de 10ème Vice-Président.

Monsieur Roland BALCERZAK, délégué de la CCCE, se présente au poste de 10ème Vice- Président de TEMO Moselle Nord.

Élection du 10ème Vice-Président du TEMO Moselle Nord
1er tour de scrutin

Nombre de délégués du Comité Syndical	67
Nombre de votants (présents et procurations)	55
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	55
Nombre de bulletins blancs ou nuls	3
Suffrages exprimés pour : M. Roland BALCERZAK	52
Majorité absolue	28,5

Monsieur Roland BALCERZAK a obtenu 52 voix et a donc été élu, à la majorité absolue, 10ème Vice-Président du TEMO Moselle-Nord.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Le Président lance un appel à candidature pour le poste de 11ème Vice-Président.

Monsieur Patrick RISSER, délégué de la CCPHVA et Monsieur Bernard GUERMANN, délégué de la CCPHVA, se présentent au poste de 11ème Vice-Président de TEMO Moselle Nord.

Élection du 11ème Vice-Président du TEMO Moselle Nord
1er tour de scrutin

Nombre de délégués du Comité Syndical	67
Nombre de votants (présents et procurations)	55
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	55
Nombre de bulletins blancs ou nuls	5
Suffrages exprimés pour : M Patrick RISSER M Bernard GUERMANN	 24 26
Majorité absolue	28,5

Monsieur Patrick RISSER a obtenu 24 voix et Monsieur Bernard GUERMANN a obtenu 26 voix.

Aucun candidat n'ayant atteint la majorité absolue des voix, il est procédé à un second tour d'élection.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Le Président relance un appel à candidature pour le poste de 11ème Vice-Président.

Monsieur Patrick RISSER, délégué de la CCPHVA et Monsieur Bernard GUERMANN, délégué de la CCPHVA, se présentent au poste de 11ème Vice-Président de TEMO Moselle Nord.

Élection du 11ème Vice-Président du TEMO Moselle Nord
2ème tour de scrutin

Nombre de délégués du Comité Syndical	67
Nombre de votants (présents et procurations)	55
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	55
Nombre de bulletins blancs ou nuls	3
Suffrages exprimés pour : M Patrick RISSER M Bernard GUERMANN	 23 29
Majorité absolue	28,5

Monsieur Patrick RISSER a obtenu 23 voix et Monsieur Bernard GUERMANN a obtenu 29 voix.

Monsieur Bernard GUERMANN, ayant obtenu 29 voix, a été élu, à la majorité relative, 11ème Vice-Président du TEMO Moselle-Nord.

Pour extrait conforme,

A Yutz, le 11 février 2025

Le Président,

Rémy DICK

av. Gabriel Lippmann - 57970 YUTZ
Territoires Et Mobilités Moselle Nord
TEMO

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

temo
Moselle Nord

TEMO- Territoires et mobilités Moselle Nord

Séance ordinaire du 10 février 2025 à 18h, après convocation légale

Sous la Présidence de M. DICK Rémy

Etaient présents **:**

HERFELD Marie-Laurence	BALCERZAK Roland	ANDRE René	JURCZAK Serge
HERGAT Michel	VEINNANT Bernard	BERTIN Emmanuel	RISSER Patrick
PHILIPPE Lionel	SCHULTZ Laurent	BAUR Denis	REBSTOCK Alexandra
BECKER Patrick	CORAZZA Jean-Luc	SCHITZ Denis	ZIEGLER Damien
DESTREMONT Gilles	HOLSENBURGER Alexandre	WEIS Mathieu	RECH Serge
LUCCHINI Marc	MELEO Guy	ROBINET David	BOURSON Jean-Jacques
GHAMO Joseph	CIMARELLI Daniel	GUERMANN Bernard	SCHNEIDER Brigitte
PAULY Elsa	ABDELLALI Moustapha	SEGURA Olivier	BRUSCO Stéphan
RENAUX Patricia	TACCONI Pierre	SCHIVRE Marc	PAQUET Michel
COLIN Jean-Marie	LORENTZ Maurice	FATTORELLI Viviane	KASPAR COTRUPI Angèle
LOUIS Jean-Charles	MERTZ Christian	POTIER Christine	ACKER Christine

Procurations **:**

POUGET Clémence	a donné procuration à	MELEO Guy
MENTION Fanny	a donné procuration à	CORAZZA Jean-Luc
SAUVAGE Cathy	a donné procuration à	TACCONI Pierre
POSTAL Olivier	a donné procuration à	ZIEGLER Damien
HATRI Aïcha	a donné procuration à	DICK Rémy
MATHIEU Bertrand	a donné procuration à	HERGAT Michel
LANGMAR Déborah	a donné procuration à	BAUR Denis
PAQUET Michel	a donné procuration à	BALCERZAK Roland point 4 (deuxième tour élection 11emeVP)
ZENNER Bernard	a donné procuration à	ACKER Christine
HARAU Guy	a donné procuration à	JURCZAK Serge
MEDVES Jean-François	a donné procuration à	REBSTOCK-PINNA Alexandra

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Absents excusés :

FERRERO Marc

Absents non excusés :

GRILLO Marie	ENGELMANN Fabien	DEISS Murielle	BEY Michèle
BARILLARO Jérémy	BERNARDI Alessandro	SCHUTZ Sylvie	DEUTSCH André
FRADELLA Cédric	SCHREIBER Roger	KORMANN Olivier	SCHUTZ Sylvie

La séance débute à 18h15

Point 1 :

Membres en exercice :	**58**
Présents :	**37**
Procurations :	**9**
Absents :	**12**

Installation de Mme POTIER et de MM. DESTREMONT, LOUIS, CIMARELLI, MERTZ, BERTIN, RISSER, BOURSON et HARAU.

A partir du Point 3 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**45**
Procurations :	**10**
Absents :	**12**

Pendant le point 4, à partir du deuxième tour de l'élection du 11ème Vice-Président :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

Point 6 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**42**
Procurations :	**10**
Absents :	**14**

Les élus de la commune d'Hettange-Grande ne prennent pas part au vote.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

A partie du point 7 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

La séance se termine à 19h57

Assistaient en outre les techniciens du TEMO :

GLESER Philippe, Directeur Général des Services
AUBURTIN-COLNOT Isabelle, Directrice Générale Adjointe des Services
LAMORLETTE Lisa, Directrice de Cabinet
SCHLIENGER Sylvaine, Responsable de projet PDM et Citézen
MAIRE Jocelyn, Chargé de Communication
MOUCHARD Margot, Responsable des Assemblées
GIORDANO Michaël, Assistant Réseau
NABE Kalil, Responsable Finances

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

POINT I-5 – DELIBERATION N°2025/I-50 - DETERMINATION DES INDEMNITES DE FONCTION DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles R5711-1 ; R5212-1 et L5211-12 ;

Vu la délibération précédente rajoutant deux Vice-Présidents soit un total de onze Vice-Présidents ;

Considérant que les indemnités maximales votées par les organes délibérants des Syndicats pour l'exercice effectif des fonctions de Président ou de Vice-Président sont déterminées en appliquant au montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique les barèmes suivants :

Population	Taux maximum en %	
	Président	Vice-Président
De plus de 200 000	37,41	18,70

Considérant que le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale, déterminée en additionnant l'indemnité maximale pour l'exercice effectif des fonctions de Président et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de Vice-Président, correspondant au nombre maximal de Vice-Présidents ;

Considérant que la présente délibération doit être accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée concernée ;

Considérant que le Comité Syndical est amené à se prononcer sur l'octroi des indemnités dans le cadre de l'enveloppe annuelle maximum règlementaire ;

Considérant que le versement de l'indemnité est subordonné à l'exercice effectif des fonctions et, pour les Vice-Présidents, sous réserve d'avoir reçu une délégation du Président *(CE 3 juin 1996, Comité Syndical du SIVOM la Vallée de l'Aure, n°168588)* ;

Considérant qu'il convient de préciser que le montant de l'indice brut mensuel terminal de la fonction publique est retenu et qu'en cas d'évolution de la valeur de cet indice, le montant des indemnités sera par application des taux maximum précités multiplié par la valeur de cet indice brut mensuel actualisé ;

Considérant qu'il sera également fait, le cas échéant, application des dispositions relatives à l'écrêtement ;

A. Détermination de l'enveloppe maximum annuelle

Elle est constituée par les indemnités susceptibles d'être attribuées au Président et aux Vice-Présidents dans la limite du nombre maximum fixé à l'article L.5211-10 du CGCT et en fonction de la tranche démographique du Syndicat :

a. Pour le Président du SMiTU

37,41 % de la base de référence (indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique), soit : 4 110,52€ *x* 37,41% = *1 537,75 € x 12 = 18 453 € par an.*

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

b. Pour chacun des Vice-Présidents du SMiTU

18,70 % de la base de référence (indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique), soit : 4 110,52€ *x* 18,70% = *768,67 x* 12 = *9 224,04 € par an.*

c. Enveloppe maximum annuelle

L'enveloppe maximum annuelle est calculée en additionnant le total annuel des indemnités qu'il est possible de verser au Président et aux Vice-Présidents. Sur une base de 20% des effectifs du Syndicat sur 70 membres, le nombre maximal de Vice-Présidents est de 14.

Soit un total annuel de 147 589,56 € *(18 453 € + 9 224,04 € x 14* = 147 589,56 *€)*. Ce montant maximum sera automatiquement revalorisé en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice.

B. Détermination des taux individuels

Il est proposé de ne pas augmenter les indemnités des élus et de retenir par conséquent les taux précédents, pour chacun des élus concernés. Ces taux entreront en application à la date d'intervention effective des délégations correspondantes (arrêté pour les Vice-Présidents) :

a. Pour le Président du SMiTU

- 35,44 % de la base de référence,
- avec un versement dès son élection.

b. Pour chaque Vice-Président du SMiTU

- 17,72 % de la base de référence,
- le versement s'effectuera à la date exécutoire de leur arrêté.

Ces indemnités seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice.

Il est proposé au Comité Syndical :

- de retenir les taux suivants :
  - Pour le Président : 35,44 %,
  - Pour les Vice-Présidents : 17,72 %.
- d'autoriser le Président du SMiTU à prendre les actes afférents ;
- d'autoriser l'inscription des crédits nécessaires ;
- de prendre acte que le Président percevra son indemnité dès son élection ;
- de prendre acte que les Vice-Présidents percevront leurs indemnités dès que leurs arrêtés de délégation auront acquis un caractère exécutoire.

Le Bureau Syndical en date du 21 janvier 2025 a donné un avis favorable.

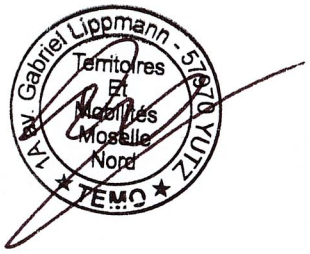
REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents, décide :

- de retenir les taux suivants :
  - Pour le Président : 35,44 %,
  - Pour les Vice-Présidents : 17,72 %.
- d'autoriser le Président du SMiTU à prendre les actes afférents ;
- d'autoriser l'inscription des crédits nécessaires ;
- de prendre acte que le Président percevra son indemnité dès son élection ;
- de prendre acte que les Vice-Présidents percevront leurs indemnités dès que leurs arrêtés de délégation auront acquis un caractère exécutoire.

Pour extrait conforme,
A Yutz, le 11 février 2025

Le Président,
Rémy DICK



REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

ANNEXE :

TABLEAU ANNEXE RECAPITULATIF DES INDEMNITES DE FONCTION VERSEES AUX PRESIDENT ET VICE-PRESIDENTS DU SMITU THIONVILLE FENSCH

Population totale (tranche démographique du SMiTU)
Plus de 200 000

TAUX MAXIMUM					
Président			Vice-présidents		
Taux maximum (en %)	Montant des indemnités		Taux maximum (en %)	Montant des indemnités	
	Annuel	Mensuel		Annuel	Mensuel
37,41	*18 453* €	1537,75 €	18,70	*9 224,04* €	768,67 €

TAUX RETENUS					
Président			Vice-présidents		
Taux maximum (en %)	Montant des indemnités		Taux maximum (en %)	Montant des indemnités	
	Annuel	Mensuel		Annuel	Mensuel
35,44	17 481,24€	1 456,77 €	17,72	*8 740,56* €	728,38 €

Etat annuel des indemnités de fonctions allouées au Président et aux Vice-Présidents du SMiTU	
Président	17 481,24 €
1er Vice-Président	8 740,56 €
2e Vice-Président	8 740,56 €
3e Vice-Président	8 740,56 €
4e Vice-Président	8 740,56 €
5e Vice-Président	8 740,56 €
6e Vice-Président	8 740,56 €
7e Vice-Président	8 740,56 €
8eVice-Président	8 740,56 €
9eVice-Président	8 740,56 €
10eVice-Président	8 740,56 €
11eVice-Président	8 740,56 €
Total	113 627,40 €

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

TEMO- Territoires et mobilités Moselle Nord

Séance ordinaire du 10 février 2025 à 18h, après convocation légale

Sous la Présidence de M. DICK Rémy

Etaient présents :

HERFELD Marie-Laurence	BALCERZAK Roland	ANDRE René	JURCZAK Serge
HERGAT Michel	VEINNANT Bernard	BERTIN Emmanuel	RISSER Patrick
PHILIPPE Lionel	SCHULTZ Laurent	BAUR Denis	REBSTOCK Alexandra
BECKER Patrick	CORAZZA Jean-Luc	SCHITZ Denis	ZIEGLER Damien
DESTREMONT Gilles	HOLSENBURGER Alexandre	WEIS Mathieu	RECH Serge
LUCCHINI Marc	MELEO Guy	ROBINET David	BOURSON Jean-Jacques
GHAMO Joseph	CIMARELLI Daniel	GUERMANN Bernard	SCHNEIDER Brigitte
PAULY Elsa	ABDELLALI Moustapha	SEGURA Olivier	BRUSCO Stéphan
RENAUX Patricia	TACCONI Pierre	SCHIVRE Marc	PAQUET Michel
COLIN Jean-Marie	LORENTZ Maurice	FATTORELLI Viviane	KASPAR COTRUPI Angèle
LOUIS Jean-Charles	MERTZ Christian	POTIER Christine	ACKER Christine

Procurations :

POUGET Clémence	a donné procuration à	MELEO Guy
MENTION Fanny	a donné procuration à	CORAZZA Jean-Luc
SAUVAGE Cathy	a donné procuration à	TACCONI Pierre
POSTAL Olivier	a donné procuration à	ZIEGLER Damien
HATRI Aïcha	a donné procuration à	DICK Rémy
MATHIEU Bertrand	a donné procuration à	HERGAT Michel
LANGMAR Déborah	a donné procuration à	BAUR Denis
PAQUET Michel	a donné procuration à	BALCERZAK Roland point 4 (deuxième tour élection 11emeVP)
ZENNER Bernard	a donné procuration à	ACKER Christine
HARAU Guy	a donné procuration à	JURCZAK Serge
MEDVES Jean-François	a donné procuration à	REBSTOCK-PINNA Alexandra

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Absents excusés :

FERRERO Marc

Absents non excusés :

GRILLO Marie	ENGELMANN Fabien	DEISS Murielle	BEY Michèle
BARILLARO Jérémy	BERNARDI Alessandro	SCHUTZ Sylvie	DEUTSCH André
FRADELLA Cédric	SCHREIBER Roger	KORMANN Olivier	SCHUTZ Sylvie

La séance débute à 18h15

Point 1 :

Membres en exercice :	**58**
Présents :	**37**
Procurations :	**9**
Absents :	**12**

Installation de Mme POTIER et de MM. DESTREMONT, LOUIS, CIMARELLI, MERTZ, BERTIN, RISSER, BOURSON et HARAU.

A partir du Point 3 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**45**
Procurations :	**10**
Absents :	**12**

Pendant le point 4, à partir du deuxième tour de l'élection du 11ème Vice-Président :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

Point 6 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**42**
Procurations :	**10**
Absents :	**14**

Les élus de la commune d'Hettange-Grande ne prennent pas part au vote.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

A partie du point 7 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

La séance se termine à 19h57

Assistaient en outre les techniciens du TEMO :

GLESER Philippe, Directeur Général des Services
AUBURTIN-COLNOT Isabelle, Directrice Générale Adjointe des Services
LAMORLETTE Lisa, Directrice de Cabinet
SCHLIENGER Sylvaine, Responsable de projet PDM et Citézen
MAIRE Jocelyn, Chargé de Communication
MOUCHARD Margot, Responsable des Assemblées
GIORDANO Michaël, Assistant Réseau
NABE Kalil, Responsable Finances

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

POINT I-6 – DELIBERATION N°2025/II-51 - SUBVENTION POUR L'INSTALLATION DE 2 ABRIS-VOYAGEURS

Vu le règlement d'attribution des subventions pour abribus, mise en accessibilité des points d'arrêts et autres aménagements du territoire adoptés par le Comité Syndical lors de la séance du 16 décembre 2024,

Une collectivité a fait parvenir à TEMO, (Territoires et Mobilités Moselle Nord) le dossier de demande de subventions suivant :

Ville de HETTANGE-GRANDE

Subvention pour installation de deux abris-voyageurs rue du soleil et rue du Rossignol. Ces arrêts avaient été mis précédemment en accessibilité.

Abri voyageurs			
Montant HT :	**18 000,00 €**	**Subvention TEMO**	**6 000,00 €**

Les crédits seront inscrits au budget 2025.

Il est demandé au Comité Syndical de valider cette demande de subvention pour l'installation de deux abris voyageurs.

Le Bureau Syndical en date du 21 janvier 2025 a donné un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents, décide de valider cette demande de subvention.

Pour extrait conforme,

A Yutz, le 11 février 2025

Le Président,

Rémy DICK

Av. Gabriel Lippmann - 57970 YUTZ
Territoires Et Mobilités Moselle Nord
TEMO

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

TEMO- Territoires et mobilités Moselle Nord

Séance ordinaire du 10 février 2025 à 18h, après convocation légale

Sous la Présidence de M. DICK Rémy

Etaient présents **:**

HERFELD Marie-Laurence	BALCERZAK Roland	ANDRE René	JURCZAK Serge
HERGAT Michel	VEINNANT Bernard	BERTIN Emmanuel	RISSER Patrick
PHILIPPE Lionel	SCHULTZ Laurent	BAUR Denis	REBSTOCK Alexandra
BECKER Patrick	CORAZZA Jean-Luc	SCHITZ Denis	ZIEGLER Damien
DESTREMONT Gilles	HOLSENBURGER Alexandre	WEIS Mathieu	RECH Serge
LUCCHINI Marc	MELEO Guy	ROBINET David	BOURSON Jean-Jacques
GHAMO Joseph	CIMARELLI Daniel	GUERMANN Bernard	SCHNEIDER Brigitte
PAULY Elsa	ABDELLALI Moustapha	SEGURA Olivier	BRUSCO Stéphan
RENAUX Patricia	TACCONI Pierre	SCHIVRE Marc	PAQUET Michel
COLIN Jean-Marie	LORENTZ Maurice	FATTORELLI Viviane	KASPAR COTRUPI Angèle
LOUIS Jean-Charles	MERTZ Christian	POTIER Christine	ACKER Christine

Procurations **:**

POUGET Clémence	a donné procuration à	MELEO Guy
MENTION Fanny	a donné procuration à	CORAZZA Jean-Luc
SAUVAGE Cathy	a donné procuration à	TACCONI Pierre
POSTAL Olivier	a donné procuration à	ZIEGLER Damien
HATRI Aïcha	a donné procuration à	DICK Rémy
MATHIEU Bertrand	a donné procuration à	HERGAT Michel
LANGMAR Déborah	a donné procuration à	BAUR Denis
PAQUET Michel	a donné procuration à	BALCERZAK Roland point 4 (deuxième tour élection 11emeVP)
ZENNER Bernard	a donné procuration à	ACKER Christine
HARAU Guy	a donné procuration à	JURCZAK Serge
MEDVES Jean-François	a donné procuration à	REBSTOCK-PINNA Alexandra

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Absents excusés :

FERRERO Marc

Absents non excusés :

GRILLO Marie	ENGELMANN Fabien	DEISS Murielle	BEY Michèle
BARILLARO Jérémy	BERNARDI Alessandro	SCHUTZ Sylvie	DEUTSCH André
FRADELLA Cédric	SCHREIBER Roger	KORMANN Olivier	SCHUTZ Sylvie

La séance débute à 18h15

Point 1 :

Membres en exercice :	**58**
Présents :	**37**
Procurations :	**9**
Absents :	**12**

Installation de Mme POTIER et de MM. DESTREMONT, LOUIS, CIMARELLI, MERTZ, BERTIN, RISSER, BOURSON et HARAU.

A partir du Point 3 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**45**
Procurations :	**10**
Absents :	**12**

Pendant le point 4, à partir du deuxième tour de l'élection du 11ème Vice-Président :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

Point 6 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**42**
Procurations :	**10**
Absents :	**14**

Les élus de la commune d'Hettange-Grande ne prennent pas part au vote.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

A partie du point 7 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

La séance se termine à 19h57

Assistaient en outre les techniciens du TEMO :

GLESER Philippe, Directeur Général des Services
AUBURTIN-COLNOT Isabelle, Directrice Générale Adjointe des Services
LAMORLETTE Lisa, Directrice de Cabinet
SCHLIENGER Sylvaine, Responsable de projet PDM et Citézen
MAIRE Jocelyn, Chargé de Communication
MOUCHARD Margot, Responsable des Assemblées
GIORDANO Michaël, Assistant Réseau
NABE Kalil, Responsable Finances

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

POINT I-7 - DELIBERAION N°2025/II-52 - RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

Introduction

Le projet de budget 2025 s'inscrit dans le cadre de ce débat d'orientations budgétaires, qui constitue un acte politique fort qui engage le Comité Syndical, et, par conséquent, le service public de mobilité du territoire.

C'est également un acte budgétaire primordial. Il est la traduction de volontés politiques fortes à plus ou moins long terme.

Le rapport d'orientation budgétaire (ROB) est prévu par l'article L.5211-36 du code général des collectivités territoriales (CGCT), et l'article L.2312-1 du même code fixe son contenu. Il doit être organisé dans les deux mois précédant le budget.

Pour rappel, la loi NOTRe, en vigueur depuis le 7 août 2015, a modifié le nom et le contenu du rapport d'orientation budgétaire.

Contexte européen sur les mobilités

Le règlement 2024/1610/UE modifiant le règlement (UE) 2019/1242 en ce qui concerne le renforcement des normes de performance en matière d'émissions de CO2 pour les véhicules utilitaires lourds neufs et intégrant des obligations de déclaration, modifiant le règlement (UE) 2018/858 et abrogeant le règlement (UE) 2018/956, a été publié au Journal officiel de l'Union européenne du 6 juin 2024 et est applicable à compter du 1er juillet 2024.

Il est inséré au règlement de 2019 un article 3 sexies prévoyant que les acheteurs et autorités concédantes **intègrent dans leurs contrats portant sur l'achat, la prise en crédit-bail, la location, la location-vente ou l'utilisation d'autobus urbains neufs à émission nulle, sous forme de spécifications techniques ou de critères d'attribution, au moins deux des considérations suivantes** :

- proportion des produits originaires de pays tiers ;
- disponibilité des pièces de rechange ;
- engagement du titulaire sur la stabilité de la chaîne d'approvisionnement du titulaire ;
- preuves de la qualité de l'organisation de la chaîne d'approvisionnement ;
- durabilité environnementale accrue.

Si l'une des quatre premières considérations listées ci-dessus est intégrée au contrat comme critère d'attribution, celui-ci doit faire l'objet d'une **pondération entre 15% et 40 %**.

Aussi, le règlement fixe de nouveaux objectifs de performance en matière de CO_2 pour les véhicules utilitaires lourds neufs, qui s'imposeront aux constructeurs.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Il prévoit que 100% des autobus urbains neufs vendus à partir de 2035 seront zéro émission, et établit un objectif intermédiaire à 90% entre 2030 et 2035.

Les émissions moyennes de CO2 de la flotte de véhicules à moteur lourds neufs (dont les autocars) de l'Union devront être réduites dans les proportions suivantes par rapport aux émissions moyennes de CO2 de la période de référence de l'année 2019 :

- 43 % à partir du 1er janvier 2030 ;
- 64 % à partir du 1er janvier 2035 ;
- 90 % à partir du 1er janvier 2040.

Le règlement ne prévoit pas de dérogation relative à l'utilisation du biométhane.

En revanche, notons que le règlement prévoit à son article 15, un réexamen, programmé à la fin de l'année 2027, de l'efficacité et de l'impact du règlement en ce qui concerne l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2050.

Contexte économique et budgétaire national

Selon la Banque de France, le recul de l'inflation se confirme et serait amplifié en 2025 par la baisse des prix de l'électricité.

En 2025, la prévision d'inflation est révisée à la baisse, à + 1,5 % par la Banque de France, du fait de la diminution annoncée des prix de l'électricité, en partie atténuée par une révision haussière des prix des biens manufacturés également liée à la situation en mer Rouge. En 2026, elle est inchangée, à + 1,7 %, et sa composition est également peu révisée.

La crise politique nationale depuis la dissolution de juin 2024 rend assez incertains le cadre législatif et réglementaire. Cette instabilité peut avoir des conséquences budgétaires et financières sur toutes les collectivités. La prudence doit rester la règle.

Contexte local :

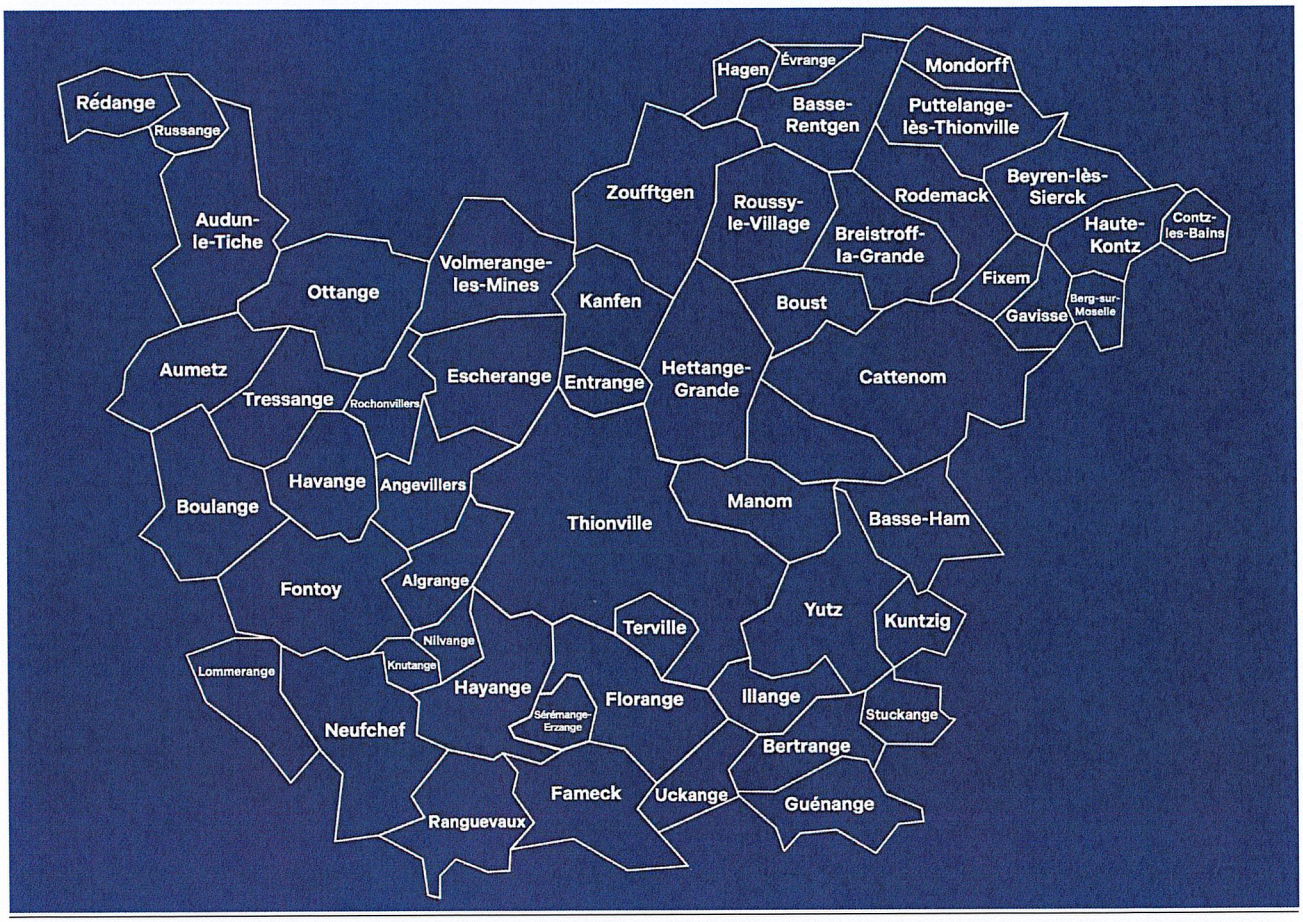
Par délibération du 13 septembre 2024, puis modifiée le 28 novembre 2024, le comité syndical du SMiTU a voté à l'unanimité une modification de ses statuts incluant: une extension de son territoire aux communautés de communes de Cattenom et Environ et de la partie mosellane de la communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette, le retrait de la commune de Gandrange, la modification de sa dénomination pour se nommer « TEMO » - Territoires et Mobilités Moselle Nord.

En 2025, une étude de faisabilité et d'opportunité, avec la participation financière des Communautés de Communes de l'Arc Mosellan et du Bouzonvillois - Trois Frontières, sera réalisée pour évaluer une éventuelle extension du territoire et une adhésion future de ces Communautés de Communes au Syndicat.

La modification statutaire a été validée par le Préfet de la Moselle le 23 décembre 2024.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Depuis le 1er janvier 2025, la modification statutaire est effective. Elle implique forcément des modifications sur le réseau et donc en dépenses d'exploitation, en recettes par les contributions et l'augmentation du versement mobilité, et sur les projets qui auront à être pilotés ou accompagnés par le syndicat. Un pacte de gouvernance politique et financière doit être travaillé pour clarifier les engagements pluriannuels du syndicat auprès des EPCI ou communes adhérentes.



Carte du périmètre du TEMO Moselle-Nord au 1er janvier 2025

ANNÉE 2024

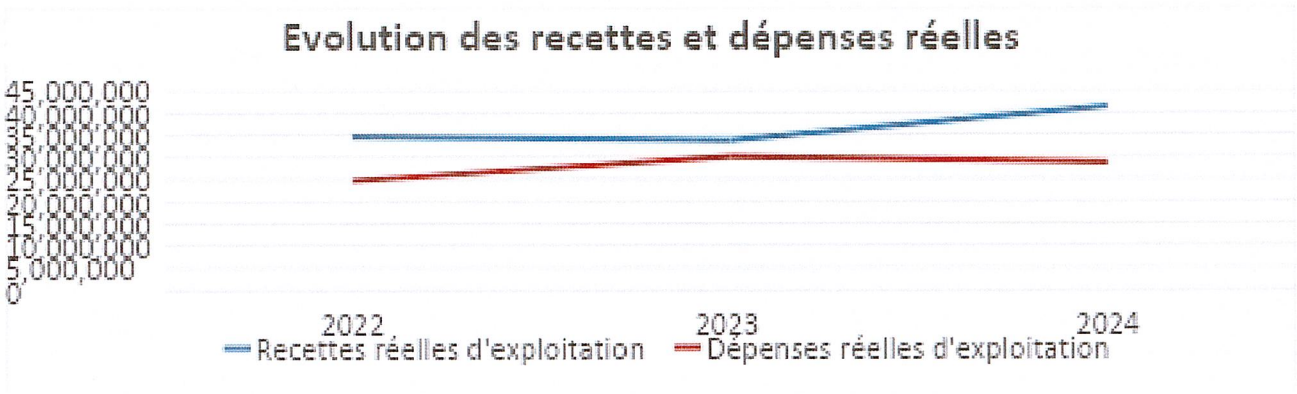
Situation financière du SMITU estimée au 31 décembre 2024

1- L'évolution des épargnes

Les dépenses réelles d'exploitation sont estimées en baisse de 5 % en 2024, ceci étant principalement dû à l'annulation des pénalités de l'exploitant (2,2 M€) en 2023.
Elles sont en augmentation de 8% en moyenne par an sur 2 ans, passant de 24,71M€ en 2022 à 28,63 M€ en 2024.

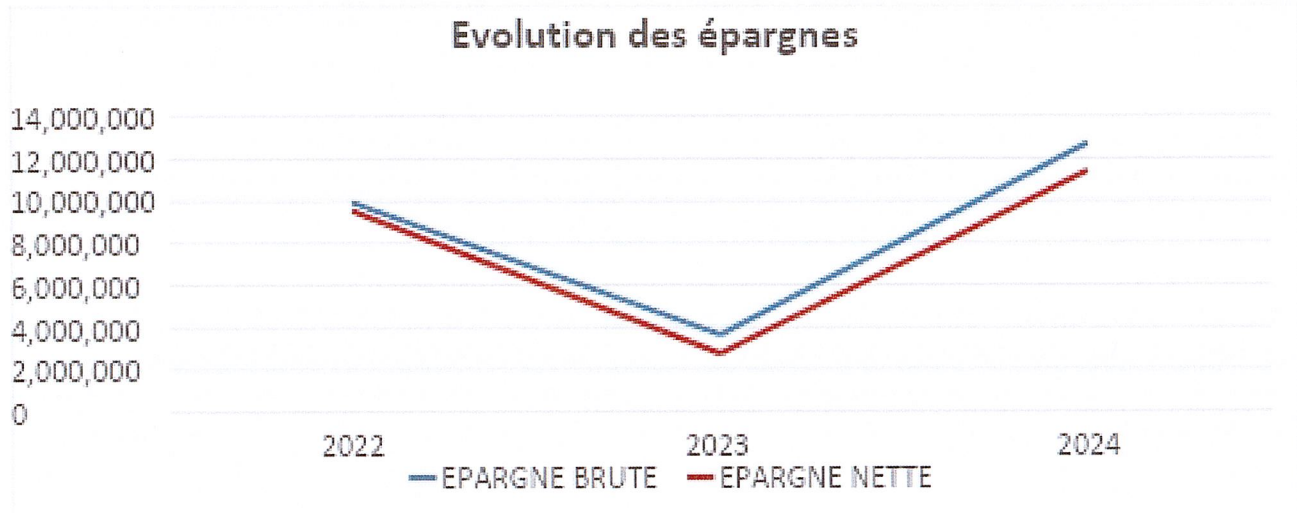
REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Les recettes réelles d'exploitation sont estimées en hausse de 22,5% en 2024 par rapport à 2023. Cette hausse est due d'une part à l'augmentation exceptionnelle de 17% du produit du Versement Mobilité (VM) de 2024 suite à une régularisation opérée auprès d'un contribuable en février 2024, d'un montant de 2,5M€, et à l'augmentation des participations des membres à 68% d'autre part.
Elles sont en augmentation de 9% en moyenne par an sur 2 ans, passant de 34,6 M€ en 2022 à 41,3 M€ en 2024.



L'épargne brute affiche une hausse exceptionnelle par rapport à 2023, du fait de l'augmentation des participations notamment (3,6 M € en 2023 contre 12,7 M€ prévus en 2024).
L'épargne nette suit la même tendance, après déduction du remboursement du capital de l'emprunt. (2,7 M € en 2023, contre 11,3 M€ en prévus pour 2024).

Pour la première fois, conformément aux préconisations émises par la Préfecture en 2021 suite au Rapport de la Chambre Régionale des Comptes, le syndicat n'utilise plus depuis 2024 le versement mobilité majoré pour assumer ses frais d'exploitation, son épargne étant désormais suffisante pour investir au-delà du projet BHNS.



2- L'endettement

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

a. Encours de la dette

L'encours de la dette s'établit à 31 M€ au 31 décembre 2024. Elle a augmenté de 39 % du fait de la mobilisation de l'emprunt signé en 2023 d'un montant de 10 M€. Cette progression de la dette s'inscrit dans le cadre du projet de BHNS du territoire.

b. Annuité de la dette

L'annuité de la dette s'élève à 2,6 M€ en 2024 contre 1,8 M€ en 2023. Elle correspond à la somme du remboursement des intérêts et du capital de la dette.

Trois emprunts sont en cours au TEMO Moselle Nord, dont deux à taux variable et un à taux fixe.

Il s'agit d'emprunts contractés auprès du Crédit Mutuel, de la Caisse d'Epargne et d'Arkéa Banque.

La part de l'annuité dans les recettes réelles d'exploitation de l'exercice 2024 est de 6%, contre 5% en 2023.

3- Capacité de désendettement

Le ratio de capacité de désendettement permettant de déterminer le nombre d'années théoriques nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que le Syndicat y consacre la totalité de son épargne brute, est estimé à 2,4 ans en 2024 contre 6,1 ans pour 2023.

4- Le versement mobilité

a. L'augmentation du taux du versement mobilité

Pour donner les moyens au Syndicat de mener à bien ses projets, les élus du Syndicat ont décidé, par délibération n°2024/I-13 du 10 avril 2024, l'augmentation du taux du versement mobilité de 0,05%, passant de 1,75% à 1,80% au 1er juillet 2024.
Les travaux concernés par cette augmentation sont :

- La finalisation de l'Ouvrage d'Art au-dessus de la Moselle ;
- L'Ouvrage d'Art au-dessus des voies SNCF ;
- Des travaux de voirie ;
- La construction d'un nouveau dépôt.

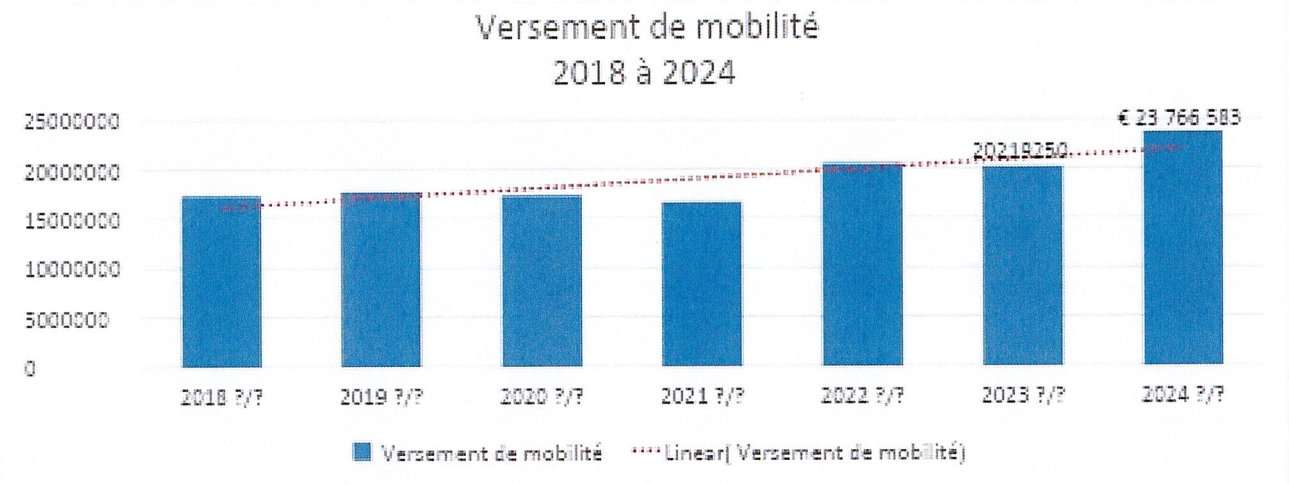
Le produit supplémentaire attendu pour cette augmentation est d'un montant prévisionnel de 500 000 € par an, dont la moitié (250 000 €) perçue sur l'exercice 2024.

b. Evolution du produit du Versement Mobilité

Le Versement Mobilité représente 58% des recettes réelles d'exploitation du Syndicat au titre de l'exercice 2024 contre 60% en 2023.
Son montant est estimé en augmentation globale de 18% en 2024 par rapport à 2023. En plus de l'augmentation du taux de 0,05%, il y a lieu de prendre en compte la régularisation du produit, opérée auprès d'un contribuable en février 2024 pour un montant de 2,5M€.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

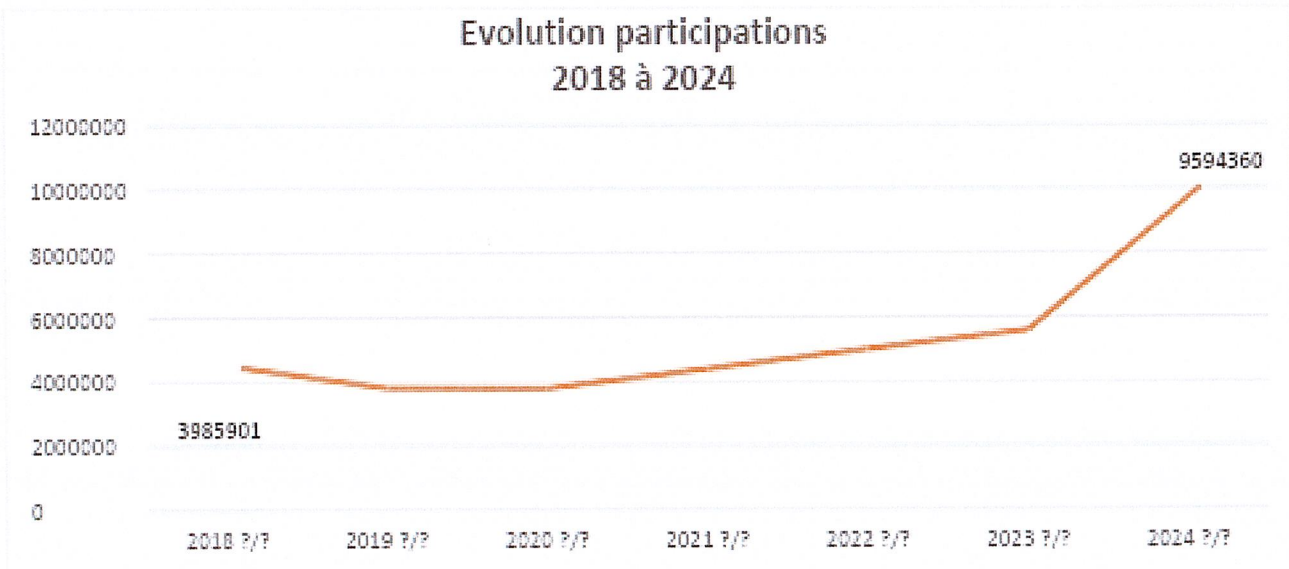
A ce jour, le montant linéaire mensuel du Versement Mobilité du Syndicat est estimé à 1 748 042 € par mois, soit un montant annuel prévisionnel de 20 976 504 € en 2025.



5- La participation des membres du Syndicat

En 2024, les collectivités ayant la compétence mobilité et délégant leur compétence à l'Autorité organisatrice, ont consenti à une hausse majeure des contributions venant des territoires passant de 5,6 à 7,6 M€ en 2024. Une contribution exceptionnelle spécifique dédiée au financement du projet du BHNS de la Fensch et du Thionvillois a été mise en place et a augmenté pour les deux communautés d'agglomération la contribution de 2M€ supplémentaires.

Les collectivités payent toutes aujourd'hui le "juste prix" du transport public.



REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

6- Les recettes commerciales

Les montants des recettes commerciales sont prévus au contrat de Délégation de Service Public en son article 31.4.

Ces recettes proviennent des titres vendus directement par l'exploitant, des bons à facturer établis par les organismes associatifs, les établissements publics ainsi que les collectivités territoriales, après avis et validation du Syndicat.

Recettes Commerciales HT	2021	2022	2023	2024	2025
Objectif de recettes	1 922 004,00	2 965 498,00	3 142 408,00	3 182 408,00	3 245 703,00

Le délégataire a compensé un montant de 819 496 € correspondant au montant de l'objectif de recettes prévues pour 2023, non atteint au profit du Syndicat. Pour 2024, un montant estimé à 569 000 € HT (625 900 € TTC) est attendu au titre de Malus / recettes commerciales 2024 à restituer au Syndicat.

7- La Délégation de Service Public

EVOLUTION DU COUT DE LA DSP

Année	Initial		Avenant 2		Différenciel		Avenant n°4		Différenciel		Différenciel total	
	HT	TTC	HT	TTC	2 -Initial HT	2 -Initial TTC	HT	TTC	4-2 HT	4-2 TTC	HT	TTC
2021	15 260 717,17	16 786 788,89	15 522 636,38	17 074 900,02	261 919,21	288 111,13	15 522 636,38	17 074 900,02	0,00	0,00	261 919,21	288 111,13
2022	18 843 015,39	20 727 316,93	19 448 011,20	21 392 812,32	604 995,81	665 495,39	19 169 453,13	21 086 398,44	-278 558,07	-306 413,88	326 437,74	359 081,51
2023	18 694 156,75	20 563 572,43	19 438 346,14	21 382 180,75	744 189,39	818 608,33	19 438 346,14	21 382 180,75	0,00	0,00	744 189,39	818 608,33
2024	18 244 861,36	20 069 347,50	19 033 781,79	20 937 159,97	788 920,43	867 812,47	19 033 781,79	20 937 159,97	0,00	0,00	788 920,43	867 812,47
							140 000,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00
2025	18 185 202,10	20 003 722,31	18 947 805,16	20 842 585,68	762 603,06	838 863,37	18 947 805,16	20 842 585,68	0,00	0,00	762 603,06	838 863,37
							145 000,00	145 000,00	145 000,00	145 000,00	145 000,00	145 000,00
Total	**89 227 952,77**	**98 150 748,05**	**92 390 580,67**	**101 629 638,74**	**3 162 627,90**	**3 478 890,69**	**92 397 022,60**	**101 608 224,86**	**6 441,93**	**-21 413,88**	**3 169 069,83**	**3 457 476,81**

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) conclu le 1er janvier 2021 arrive à échéance le 31 décembre 2025.

Le coût final prévisionnel du contrat s'élève à 101 608 224,86 € TTC, soit 3,5% d'augmentation par rapport au coût initial (98 150 748,05 € TTC).

Au regard des modifications institutionnelles, juridiques et techniques à venir, à savoir la modification des statuts du Syndicat et de son périmètre, la redéfinition du projet de BHNS, la fusion des deux Communautés d'Agglomération de Porte de France Thionville et Val de Fensch, le Syndicat a engagé des négociations avec son délégataire pour prolonger jusqu'au 31 décembre 2026 l'actuelle DSP.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

8- Situation du projet Bus à Haut Niveau de Service

Lors de la délibération du Comité Syndical du 10 avril 2024, les élus du Syndicat ont voté la répartition des crédits de paiement de l'autorisation de programme Citézen sur une période de 4 ans.

Dans un contexte de réajustement stratégique, les investissements du syndicat ont été adaptés afin d'optimiser les ressources financières et rationaliser la programmation des infrastructures. Ainsi, plusieurs ajustements ont été opérés : la voirie entre les deux ponts a été retravaillée afin d'en diviser par trois le coût initial. Aussi, un accord a été conclu avec SNCF Gares et connexions pour remplacer les locaux démolis dans le cadre de la construction de l'ouvrage d'art De Gasperi. Cela a permis une réduction significative du coût, passant d'un investissement dans des bureaux neufs intégré au Programme Pluriannuel d'Investissement estimé à 2,5 millions d'euros à un remboursement de la part du syndicat à SNCF Gares et Connexion de 380 000 euros (selon l'évaluation des domaines).

Les ouvrages d'art, engagés depuis 2020, sont quant à eux sur le point d'être achevés. Leur montant s'élève à 70 732 798 euros, dont 9 431 214 euros engagés en 2024.

De plus, des études relatives aux projets Flo 4, Flo 5, S01 ainsi qu'au dépôt ont été initiées. Concernant le dépôt, un travail de réévaluation des coûts a également été engagé afin d'assurer une gestion plus rigoureuse des investissements.

En conséquence des engagements financiers précédents, et face aux incohérences constatées entre les montants réalisés ou estimés et les ratios moyens observés sur les investissements liés au projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) "Citezen", le syndicat a décidé de lancer un audit financier, comptable, juridique et administratif de l'ensemble du projet.

Pour rappel, lors du Débat d'Orientation Budgétaire de 2024, le syndicat était engagé dans ce projet estimé à plus de 295 millions d'euros, dont le plan de financement tenait sur 150 millions d'euros d'emprunt et 37 millions d'euros n'étaient pas financés. Notre responsabilité en 2024 a été de redonner du sens à ce projet. C'est pourquoi, ce projet - tel qu'il avait été imaginé - a dû être abandonné.

Durant l'année 2024, la Région Grand Est et l'État ont lancé le Service Express Régional Métropolitain (SERM) de la Région Grand Est, visant à renforcer l'intermodalité autour des infrastructures de masse transit telles que les haltes ferroviaires. Cela a conduit à une révision structurelle du projet du BHNS. Celui-ci a été repensé afin de privilégier les connexions en transports en sites propres et à hauts niveaux de services exclusivement vers les gares, renforçant ainsi l'articulation entre les différents modes de transport et créant par là des pôles multimodaux. C'est pourquoi, l'action qui sera menée en 2025 visera à refonder le projet BHNS autour des points multimodaux identifiés par le syndicat comme les gares d'Uckange, d'Hettange-Grande et Thionville notamment. Nous nous sommes donné l'ambition de réaliser ce programme pour un montant maximum de 170 millions d'euros.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

9. Les investissements dans le transport public quotidien

Dépenses d'investissement TTC sur le transport du quotidien	
- Déploiement de PYSAE	160 000€
- Achat de bus d'occasion- 3 bus articulés 18m	240 000€
- Achat d'un système de communication radio	200 000€
Dépenses d'investissement TTC sur les grands projets	
- Ouvrage d'art 'Moselle et SNCF	9 500 000 €

Trois constats majeurs ont guidé nos décisions stratégiques en matière de transport public du quotidien en 2024. D'une part, les concertations publiques menées entre la fin de l'année 2023 et le premier semestre 2024 ont mis en évidence la nécessité de regagner la confiance des usagers en apportant des solutions concrètes et visibles à court terme. D'autre part, l'état dégradé du matériel roulant imposait un renouvellement et une modernisation urgente. Enfin, cette situation compromettait le respect des engagements contractuels inscrits dans la Délégation de Service Public (DSP).

Face à ces enjeux, nous avons fait le choix de recentrer nos investissements sur l'amélioration du transport public du quotidien, en mettant en priorité les besoins immédiats des usagers plutôt que la poursuite de grands projets nécessitant une réévaluation approfondie. Ainsi, des efforts financiers significatifs ont été consacrés au matériel roulant afin d'améliorer la qualité et la fiabilité du service.

Cette dynamique d'investissement engagée en 2024 doit être poursuivie et renforcée en 2025.

ANNÉE 2025

Les orientations budgétaires pour 2025 : relance de l'investissement du BHNS revisité et résultat sur le transport public du quotidien

L'année 2025 est une année majeure dans la restructuration financière et politique du syndicat de mobilité.

Les enjeux financiers sont multiples : renforcer la capacité d'autofinancement du syndicat par des choix ambitieux (fin des contrats de location, travail sur le VM tourisme, ...), et relancer une dynamique d'investissements dans le cadre du BHNS revisité et de la suite de la politique du transport du quotidien.

Par ailleurs, 2025 connaîtra les négociations pour l'avenant de prolongation d'une année du contrat à la DSP, ou, si ces négociations n'aboutissent pas, les négociations pour renouveler la DSP au 1er janvier

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

2026. Plusieurs modifications importantes du réseau seront étudiées, résultat d'une volonté d'établir un réseau "en étoile" permettant de limiter le nombre de correspondances imposées à nos habitants.

I. Section d'exploitation

A. Dépenses d'exploitation

Pour l'exercice 2025, les dépenses réelles d'exploitation sont prévues à 30,8 M€, en légère hausse de 5,6 % par rapport au budget total voté de 2024 (29,2 M€).

1. Les charges à caractère général

Pour l'année 2025, il est prévu un montant de 3,3 M€ de charges à ce poste, suite au recensement des besoins au niveau des services du Syndicat, soit +31,4% par rapport au budget primitif de 2024, dont 1,6 M€ pour les locations de cars, représentant 50% de ces charges. Un marché de location de cars auprès de la société FCC prendra fin mi 2025 suite à l'acquisition de 23 cars.

En plus des locations de véhicules, différentes études sont prévues à ce poste dans le cadre de l'extension du périmètre du Syndicat et des frais d'assistances à maîtrise d'ouvrage pour la future Délégation de Service Public, de la prévision de la révision du plan de mobilité ainsi que de la commission de non-utilisation de l'emprunt de la Banque Européenne d'Investissement.

2. Les charges de personnel

Pour l'exercice 2025, il est proposé d'inscrire un montant de 980 000 € au titre des charges de personnel, soit une augmentation de 51% par rapport au BP 2024, compte tenu de l'augmentation de l'effectif du Syndicat (13 personnels) et en prévision du recrutement d'un chargé de mission « équipement du réseau » courant de l'exercice.

3. Autres charges de gestion courante

La rémunération forfaitaire de l'exploitation (RFE) versée à Kéolis Thionville Fensch est prévue conformément à l'article 32 du contrat, d'un montant de 19 092 805,16 € HT, soit 21 002 085,68 € T.T.C. (10% de TVA).

La hausse due à l'actualisation du contrat de DSP est estimée à 3 432 000 € HT soit 3 775 200 € TTC. Ce montant sera consolidé en cours d'année.

Le montant de la RFE pourra évoluer par avenant en 2025 pour prendre en compte l'extension du périmètre.

Aussi, le Syndicat prend en charge la contribution foncière de la société KTF pour le dépôt, propriété du Syndicat, et ce pour un montant estimé à 31 000 €, l'assurance de 13 véhicules pour un montant de 30 000 € et le loyer de l'agence de Thionville pour un montant de 20 000 €.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

A. Recettes d'exploitation

Le prévisionnel des recettes d'exploitation de l'exercice 2025 est estimé avec une légère hausse de 7 % par rapport à l'exercice 2024, soit un montant de 38 798 953,28 €.

Les participations des membres sont prévues à l'identique par rapport à 2024, conformément au pacte financier et à périmètre territorial constant. Seule l'extension du périmètre entraînera des conséquences financières pour les territoires concernés, qu'il conviendra de prendre en compte dans le budget 2025. Depuis 2020, la participation des collectivités, en dehors de la contribution spécifique de 2 millions d'euros par an décidée pour les deux Communautés d'Agglomération, a progressé selon un taux de croissance annuel moyen de 19%.

Le taux du Versement Mobilité augmenté de 0,05 en juillet 2024 sera perçu dans son intégralité en 2025, pour un montant estimé à 500 000 €.

L'objectif de recettes commerciales pour 2025 est de 3 570 273 € auquel s'ajoute un montant de 657 800 € correspondant au montant estimé du solde de l'objectif de recettes 2024. Ce montant est susceptible d'évoluer à la hausse in fine, après consolidation des données.

Les kilomètres non parcourus de l'année 2024 sont estimés à un montant de 377 700 € au profit du TEMO.

Le résultat prévisionnel cumulé de l'exercice 2024 de la section d'exploitation affiche un solde positif d'un montant de 18 940 660,46 €, à prendre en compte dans l'équilibre du budget de l'exercice 2025.

C. Les épargnes en 2025

L'équilibre entre les dépenses et les recettes d'exploitation permet d'anticiper une épargne brute prévisionnelle de 7 730 393 euros en 2025. Ce niveau d'épargne constitue une base solide, permettant la relance d'un cycle d'investissements nécessaire au développement et à l'amélioration de la mobilité sur notre territoire. Toutefois, malgré cette situation financière globalement favorable, la fragilité structurelle du syndicat demeure un enjeu majeur. En effet, le Rapport de la Chambre Régionale des Comptes de 2021, rappelle l'obligation préfectorale qui nous impose d'affecter la part majorée du Versement mobilité sur l'investissement dans le projet BHNS. Cette part estimée à 8 millions d'euros, pourra pour la première fois, être correctement fléché dès cette année.
Dans ce contexte, l'obtention du classement en Ville Touristique des collectivités en 2025 apparaît comme une condition nécessaire pour prétendre à une augmentation du VM majoré Tourisme. Cette évolution permettrait de renforcer durablement les capacités financières du syndicat et d'assurer la soutenabilité des investissements à venir.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

II. Section d'investissement

A. Les recettes

En 2025, le financement de l'investissement repose sur trois ressources majeures.

D'une part, les reports et excédents capitalisés de 2024, ainsi que l'épargne prévisionnelle issus de la section d'exploitation de 2025 ont permis d'avoir un autofinancement disponible de l'investissement de 24 millions d'euros.

D'autre part, afin d'anticiper la réalisation future des projets que nous souhaitons engager en 2025, nous proposons un emprunt de 3,5 millions d'euros.

Enfin, nous avons inscrit un montant de 2 287 020,06 euros pour les subventions qui devraient nous être allouées.

Cette situation est le résultat de la pause d'investissement décidée l'an dernier et d'une optimisation des ressources. En effet, la majorité des projets réalisés en 2024 ont coûté moins cher que prévu, grâce à un important travail de rationalisation des coûts et de maîtrise budgétaire.

B. Dépenses d'investissement

Le total des dépenses d'investissements s'élèvera à 36 000 000€.

1. BHNS revisité

Les recettes capitalisées et le retour d'un autofinancement structurel qui répond à nos engagements devant les partenaires bancaires rend aujourd'hui crédible le retour d'un cycle d'investissements majeurs et une accélération du calendrier qui met fin au phasage qui était préalablement évoqué pour le projet BHNS revisité.

Comme évoqué ci-dessus, un gros travail d'audit de notre mandataire, EGIS et du travail réalisé par les Maîtrises d'Œuvres, ainsi qu'une optimisation et rationalisation du projet du BHNS ont permis de donner l'objectif d'un BHNS sur la base du tracé historique à 170 M€, ouvrages d'art compris contre 295 M€ lors du DOB 2024. Ce projet tient compte des aménagements de voirie en TCSP et quai de bus sur Florange, Sérémange, Hayange, Terville, Thionville, Yutz et Basse-Ham, les ouvrages d'arts, l'achat de 50 bus électriques, et le dépôt de bus. Les parking de Basse-Ham et d'Hayange seront détachés du projet BHNS et retravaillé et intégré dans la dynamique complète des P+R.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Par ailleurs, dans le cadre du Service Express Régional Métropolitain et la planification d'ouverture de nouvelles haltes ferroviaires et/ou gares, il est proposé d'étendre le projet de BHNS/CHNS aux accès des gares de notre territoire pour en faire des Pôles Multimodaux de mobilité. C'est le cas de la gare d'Uckange, de Thionville et d'Hettange Grande dans un premier temps. C'est pourquoi des comités de pilotage sont invités à travailler sur perspectives et des études seront financées en 2025.

2. Le transport public du quotidien

Concernant le transport public du quotidien, le syndicat a décidé entre 2024 et 2025 d'investir près de 20 millions d'euros sur le renouvellement du matériel roulant, le système de billettique, les radios, les girouettes et système d'information. Le détail de ces investissements est dans le tableau ci-dessous.

Des études de préfiguration pour l'installation d'un dispositif innovant, Urban Loop, sur la Fensch et le thionvillois sont inscrites.

Dépenses d'investissement sur le transport du quotidien	
Achat de matériel roulant- 15 autobus -11 autobus neufs -4 autobus d'occasion	 3 600 000€ 360 000€
Achat de matériel roulant – 5 bus articulés	2 500 000€
Achat de matériel roulant – 45 cars -21 cars engagés en 2024 -24 cars en 2025	 5 900 000€ 6 600 000€
Achat de matériel roulant- 6 véhicules 9 places TPMR	360 000€
Dépenses d'investissement pour la modernisation des infrastructures et du réseau	
PYSAE- achat du matériel embarqué	400 000€
Billettique et interface (site internet, application mobile, billetterie en ligne, matériel embarqué)	1 100 000€
AppliHubUp	20 000€

Il est demandé au Comité syndical d'acter que le Débat d'Orientation Budgétaire a eu lieu.

Le Bureau Syndical en date du 21 janvier 2025 a pris acte.

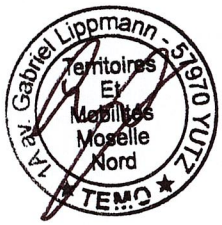
REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents, acte que le débat d'Orientation Budgétaire a eu lieu.

Pour extrait conforme,

A Yutz, le 11 février 2025

Le Président,
Rémy DICK

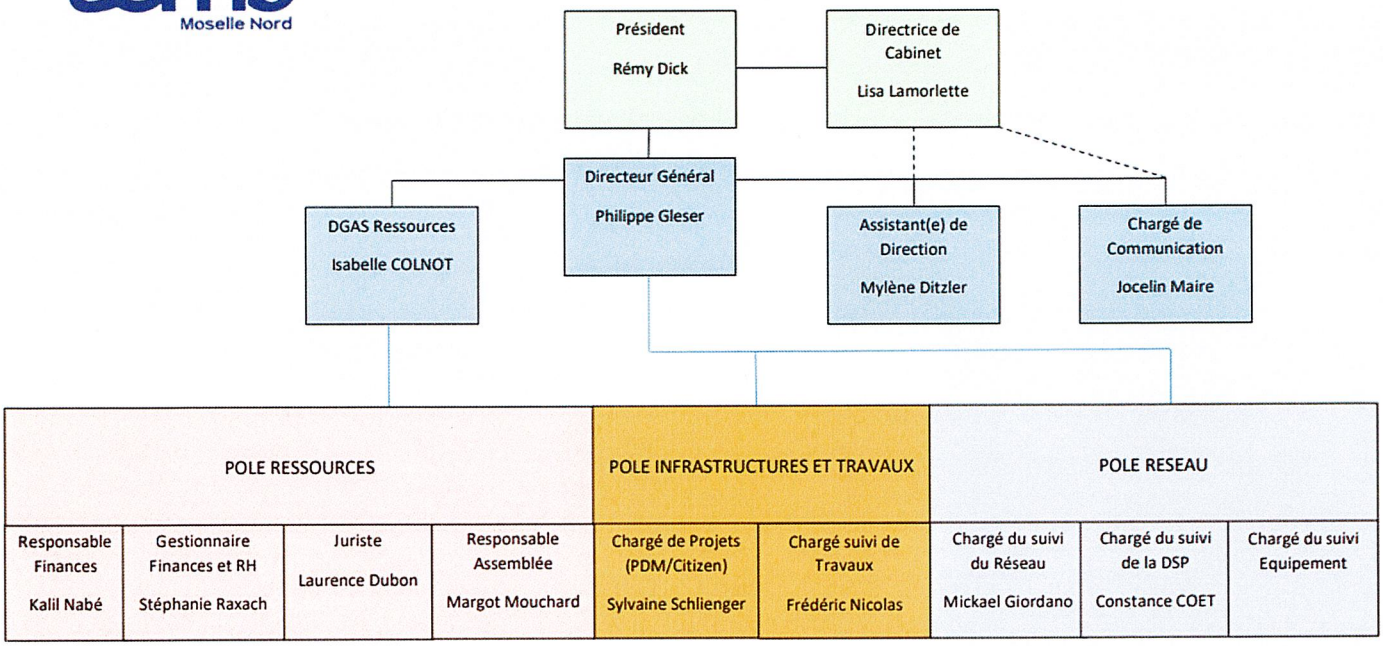


REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Annexes 1- Organigramme du Syndicat

Proposition d'organigramme – janvier 2025

temo Moselle Nord



REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Annexe 2 – Tableau des effectifs du Syndicat

Grades ou emplois	Effectif Budgétaire	Effectif		Dont temps non complet
		Pourvus	Vacants	
Emploi Collaborateur de cabinet				**7/35ème**
Collaborateur de cabinet	1	1	0	
Emploi fonctionnel				
Emploi fonctionnel DGS	1	1	0	
Emploi fonctionnel DGAS	1	1	0	
Filière administrative				
Attaché hors classe	2	0	2	
Attaché principal	1	0	1	
Attaché territorial	6	5	1	
Rédacteur principal de 1ère classe	1	1	0	
Rédacteur territorial	0	0	0	
Adjoint administratif principal de 1ère classe	0	0	0	
Adjoint administratif	2	2	0	
Total filière administrative	***15***	***11***	***4***	
Filière technique				
Ingénieur	2	2	0	
Total filière technique	***2***	***2***	***0***	
TOTAL GENERAL	***17***	***13***	***4***	

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

temo Moselle Nord

TEMO- Territoires et mobilités Moselle Nord

Séance ordinaire du 10 février 2025 à 18h, après convocation légale

Sous la Présidence de M. DICK Rémy

Etaient présents **:**

HERFELD Marie-Laurence	BALCERZAK Roland	ANDRE René	JURCZAK Serge
HERGAT Michel	VEINNANT Bernard	BERTIN Emmanuel	RISSER Patrick
PHILIPPE Lionel	SCHULTZ Laurent	BAUR Denis	REBSTOCK Alexandra
BECKER Patrick	CORAZZA Jean-Luc	SCHITZ Denis	ZIEGLER Damien
DESTREMONT Gilles	HOLSENBURGER Alexandre	WEIS Mathieu	RECH Serge
LUCCHINI Marc	MELEO Guy	ROBINET David	BOURSON Jean-Jacques
GHAMO Joseph	CIMARELLI Daniel	GUERMANN Bernard	SCHNEIDER Brigitte
PAULY Elsa	ABDELLALI Moustapha	SEGURA Olivier	BRUSCO Stéphan
RENAUX Patricia	TACCONI Pierre	SCHIVRE Marc	PAQUET Michel
COLIN Jean-Marie	LORENTZ Maurice	FATTORELLI Viviane	KASPAR COTRUPI Angèle
LOUIS Jean-Charles	MERTZ Christian	POTIER Christine	ACKER Christine

Procurations **:**

POUGET Clémence	a donné procuration à	MELEO Guy
MENTION Fanny	a donné procuration à	CORAZZA Jean-Luc
SAUVAGE Cathy	a donné procuration à	TACCONI Pierre
POSTAL Olivier	a donné procuration à	ZIEGLER Damien
HATRI Aïcha	a donné procuration à	DICK Rémy
MATHIEU Bertrand	a donné procuration à	HERGAT Michel
LANGMAR Déborah	a donné procuration à	BAUR Denis
PAQUET Michel	a donné procuration à	BALCERZAK Roland point 4 (deuxième tour élection 11emeVP)
ZENNER Bernard	a donné procuration à	ACKER Christine
HARAU Guy	a donné procuration à	JURCZAK Serge
MEDVES Jean-François	a donné procuration à	REBSTOCK-PINNA Alexandra

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Absents excusés :

FERRERO Marc

Absents non excusés :

GRILLO Marie	ENGELMANN Fabien	DEISS Murielle	BEY Michèle
BARILLARO Jérémy	BERNARDI Alessandro	SCHUTZ Sylvie	DEUTSCH André
FRADELLA Cédric	SCHREIBER Roger	KORMANN Olivier	SCHUTZ Sylvie

La séance débute à 18h15

Point 1 :

Membres en exercice :	**58**
Présents :	**37**
Procurations :	**9**
Absents :	**12**

Installation de Mme POTIER et de MM. DESTREMONT, LOUIS, CIMARELLI, MERTZ, BERTIN, RISSER, BOURSON et HARAU.

A partir du Point 3 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**45**
Procurations :	**10**
Absents :	**12**

Pendant le point 4, à partir du deuxième tour de l'élection du 11ème Vice-Président :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

Point 6 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**42**
Procurations :	**10**
Absents :	**14**

Les élus de la commune d'Hettange-Grande ne prennent pas part au vote.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
099_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

A partie du point 7 :

Membres en exercice :	**67**
Présents :	**44**
Procurations :	**11**
Absents :	**12**

La séance se termine à 19h57

Assistaient en outre les techniciens du TEMO :

GLESER Philippe, Directeur Général des Services
AUBURTIN-COLNOT Isabelle, Directrice Générale Adjointe des Services
LAMORLETTE Lisa, Directrice de Cabinet
SCHLIENGER Sylvaine, Responsable de projet PDM et Citézen
MAIRE Jocelyn, Chargé de Communication
MOUCHARD Margot, Responsable des Assemblées
GIORDANO Michaël, Assistant Réseau
NABE Kalil, Responsable Finances

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

POINT I-8 – DELIBERATION N°2025/I-53 - AVENANT N°2 AU CONTRAT DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION DU PROJET CITEZEN - M2020-04

Vu la délibération n°2023/I-14 – Rapport d'orientation budgétaire 2023 du 1er mars 2023,

Vu la délibération n°2023/I-35 – Modification de l'AP/CP concernant le projet CITEZEN du 12 avril 2023,

Vu le contrat de mandat M2020-04 de maitrise d'ouvrage pour la réalisation du projet CITEZEN ;

Considérant que par délibération en date du 12 Avril 2023, le Comité Syndical du SMiTU a approuvé le rapport d'orientation budgétaire de l'exercice 2023 qui prévoyait en outre une réorganisation du projet CITEZEN,

Considérant que cette réorganisation s'est matérialisée par un découpage du projet selon un phasage en deux temps dont le premier serait constitué de la réalisation ;

- Des deux Ouvrages d'Art,
- De la voirie les reliant,
- Du centre de maintenance (dépôt),

Considérant qu'en vertu du contrat de mandat M2020-04, EGIS CONSEIL était titulaire de la totalité du mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du projet CITEZEN,

Considérant que dans ladite délibération actant ce découpage du projet, il n'est pas fait mention de la suite de la réalisation du projet par le mandataire ;

Considérant qu'il résulte de la délibération précitée du Comité Syndical de limiter le contrat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du projet CITEZEN au périmètre compris dans la phase 1 énoncée précédemment, ce périmètre étant à son tour redéfini par la demande de résiliation du marché relatif au centre de maintenance (dépôt),

Considérant qu'en vertu de l'article 26.1 du contrat de mandat M2020-04, la réduction du périmètre du mandat doit faire l'objet d'un avenant,

Il est demandé au Comité Syndical :

- De valider la réduction du périmètre du contrat de mandat M2020-04 dont EGIS CONSEIL est titulaire en le limitant aux deux Ouvrages d'Art ainsi qu'à la voirie les reliant.
- De valider que cette réduction soit actée dans un avenant n°2

Le Bureau Syndical en date du 21 janvier 2025 a donné un avis favorable.

REÇU EN PREFECTURE
le 25/02/2025
Application agréée E-legalite.com
99_DE-057-255701880-20250210-DEL_2025_I_

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents, décide :

- De valider la réduction du périmètre du contrat de mandat M2020-04 dont EGIS CONSEIL est titulaire en le limitant aux deux Ouvrages d'Art ainsi qu'à la voirie les reliant.
- De valider que cette réduction soit actée dans un avenant n°2

Pour extrait conforme,
A Yutz, le 11 février 2025

Le Président,
Rémy DICK

